

Collection Sociétés, espaces, temps

Saisir les religions en sociologie

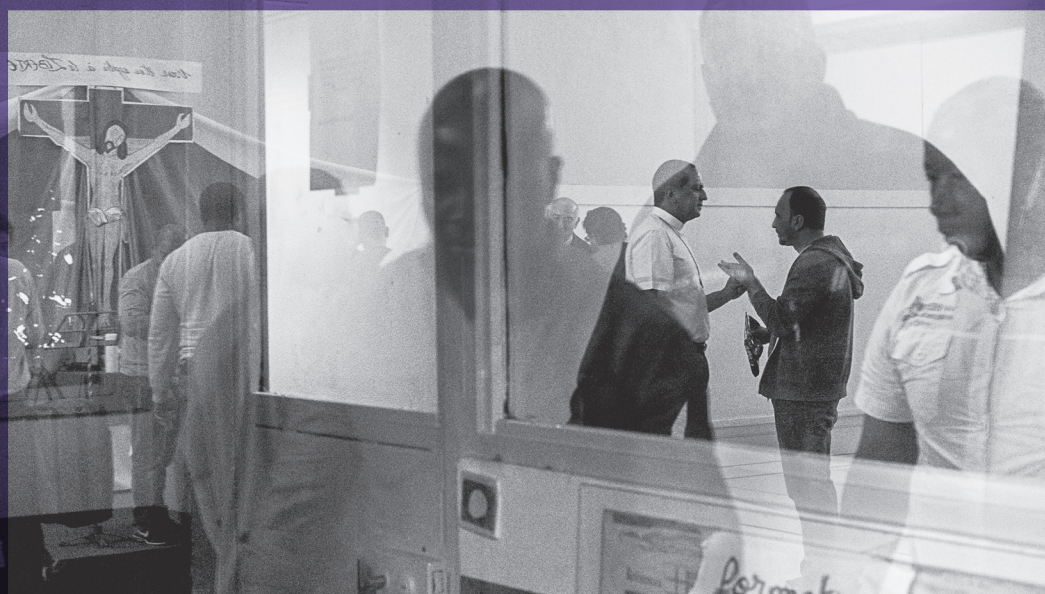
Enjeux et méthodes

Sous la direction de

Gabrielle Angey

Yannick Fer

et Juliette Galonnier



**ENS
EDITIONS**

Dirigée par

Yves-François Le Lay, Frédéric Le Marcis, Camille Martin et Igor Moullier

La collection «Sociétés, espaces, temps» publie depuis 1993 des ouvrages relevant principalement de l'histoire, de la géographie et de la sociologie sur des questions ou des thématiques qui rassemblent les trois disciplines. Elle accueille des travaux de recherche originaux et inédits, sur des thématiques ou des objets d'études transversaux, avec une réflexion épistémologique constamment présente. Elle est attentive à l'histoire des disciplines elles-mêmes, antérieures aux cloisonnements actuels. Fortement ancrée dans les mondes contemporains, elle demeure ouverte aux périodes historiques plus anciennes.

Sociétés, espaces, temps

Saisir les religions en sociologie

Enjeux et méthodes

Sous la direction de
Gabrielle Angey, Yannick Fer
et Juliette Galonnier

ENS Éditions
2026

Éléments de catalogage

Saisir les religions en sociologue. Enjeux et méthodes / Sous la direction de Gabrielle Angey, Yannick Fer et Juliette Galonnier. – Lyon : ENS Éditions, impr. 2026. – 1 vol. (345 p.); 23,2 cm. – (Sociétés, espaces, temps, ISSN 1258-1135).

Index : p. 339-341.

ISBN 979-10-362-0912-3 (br.) : 25 euros

Publié avec le soutien de la Bibliothèque de Sciences Po
et du Centre Maurice Halbwachs (CMH)

Cet ouvrage est diffusé en accès ouvert (HTML) sur OpenEdition Books :
<http://books.openedition.org/enseditions/>

Conception graphique : Bureau 205
Mise en pages : Corinne Rambaud

Illustration de couverture : Fin de la messe à la maison d'arrêt de Villepinte (22 mars 2016)
© Michael Bunel, reportage « Croire dans le 9.3 (France) »

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous pays. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon. Les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective sont interdites.

© ENS ÉDITIONS, 2026
École normale supérieure de Lyon
15, parvis René-Descartes
BP 7000
69342 Lyon cedex 07

ISBN 979-10-362-0912-3

Les auteurs

Véronique Altglas – School of Social Sciences, Education and Social Work,
Queen’s University Belfast

Gabrielle Angey – Institut français d’études anatoliennes (IFEA)/Institut
de recherche interdisciplinaire en sciences sociales (IRISSO),
Université Paris Dauphine-PSL

Hicham Benaïssa – Groupe Sociétés, Religions, Laïcités (GSRL), CNRS/
EPHE

Sylvaine Derycke – Centre de recherche bretonne et celtique (CRBC),
Université de Bretagne-Occidentale

Aykiz Dogan – Laboratoire d’Analyse des Sociétés Transformations
Adaptations (LASTA), Université de Rouen-Normandie

Yannick Fer – Centre Maurice Halbwachs (CMH), CNRS

Juliette Galonnier – Centre de recherches internationales (CERI),
Sciences Po/CNRS

Philippe Gonzalez – Institut des sciences sociales (ISS), Thema, Université
de Lausanne

Pierre Lassave – Centre d’études en sciences sociales du religieux (CéSor),
EHESS

Frédéric Lebaron – Institutions et dynamiques historiques de l’économie
et de la société (IDHES), ENS Paris-Saclay, Université Paris-Saclay

Gwendoline Malogne-Fer – Centre Maurice Halbwachs (CMH)

Ana Perrin-Heredia – Centre de recherche sur les liens sociaux (Cerlis),
CNRS

Mahamet Timéra – Unité de recherche Migrations et société (URMIS),
Université Paris Cité

Martial Vildard – Groupe Sociétés, Religions, Laïcités (GSRL), CNRS/
EPHE

L'ethos du central banker

La religion comme capital dans le champ global des banques centrales

- **Introduction**

L'idée d'une relation entre des dispositions religieuses et les attitudes économiques dites « modernes » a été beaucoup discutée dans une perspective wébérienne. La notion d'*ethos* due à Max Weber permet d'élaborer une interprétation de ce lien, pensée sur le mode de l'affinité élective : l'*ethos* est un système de normes ou dispositions morales intériorisées, fonctionnant à l'état pratique, qui guident les conduites des acteurs dans leur quotidien. L'*ethos* religieux favorise telle ou telle attitude vis-à-vis de l'argent, du travail, de la consommation et de l'épargne, détermine une certaine inclination à rechercher l'intérêt général ou, au contraire, le profit, ou encore un rapport particulier à la satisfaction individuelle, qui peut être immédiate ou différée, etc. Il rencontre dès lors les valeurs pratiques associées à un certain ordre économique situé dans le temps et l'espace. Pour M. Weber (2013 [1904], 1992 [1920]), le puritanisme développe un *ethos* particulièrement favorable aux dispositions requises par l'accumulation capitaliste, que l'on ne rencontre pas forcément dans d'autres religions ou confessions. Une fois établi, le système s'émancipe des valeurs religieuses concrètes qui en ont favorisé la naissance.

Ces réflexions ont récemment été approfondies par Sylvain Piron dans son ouvrage *L'occupation du monde* (2018, 2020). Celui-ci décrit la morale économique occidentale comme le produit de la théologie médiévale, démontrant « l'affinité qui a permis au capitalisme de proliférer comme un parasite sur le christianisme » (Piron 2020). Mais s'il est possible d'établir un lien sociogénétique entre le religieux et l'économique, la difficulté principale est de le démontrer de façon précise, en ne

se contentant pas d'analogies ou de correspondances vagues (pour une première tentative, voir Lebaron 2019).

Le cas des banquiers centraux est intéressant pour tenter d'examiner à nouveaux frais le rôle des dispositions religieuses dans la formation d'attitudes spécifiques envers l'économie. Ces acteurs sont à la fois agents de l'État, experts indépendants du pouvoir politique, souvent nourris de science économique, mais aussi acteurs financiers concrets, ne serait-ce qu'à travers les outils qu'ils mobilisent (fixation de taux, interventions sur les marchés, etc.). Ils sont donc situés professionnellement à l'intersection du secteur privé et du secteur public, de la monnaie et de la finance, des préoccupations de court terme et des enjeux de long terme : autant de points nodaux où se déterminent des attitudes économiques concrètes. Ils récusent souvent toute forme de contamination par les croyances religieuses ou idéologiques. La séparation entre l'univers de la foi et celui de la banque centrale a par exemple été clairement posée en l'an 2000 par Otmar Issing, docteur de la Banque centrale européenne (BCE), lors d'une conférence intitulée «Should we have faith in central banks?»¹, dans laquelle il met en garde contre l'aveuglement de la foi, lui préférant le registre de la preuve scientifique.

En dépit de la séparation stricte préconisée par O. Issing, l'analyse des trajectoires biographiques des banquiers centraux révèle des liens discrets entre *ethos* religieux et *ethos* économique. Les premières banques centrales sont, de fait, issues du monde protestant au XVII^e siècle, avec en particulier la Bank of England. Les doctrines qui ont accompagné cette émergence, notamment ce qu'on a appelé «l'orthodoxie», ont souvent été portées par des protestants, comme l'économiste français Charles Rist (1938)². On peut en effet penser que des dispositions attachées à la stabilité (dans le temps et l'espace), à l'ordre, à la régulation des motivations individuelles, à une forme de modération ou de tempérance – autant de dispositions qui peuvent

-
1. Otmar Issing, «Should we have faith in central banks?», BCE, 2000. En ligne : [https://www.ecb.europa.eu/press/key/date/2000/html/sp001026_2.en.html]. Il dit notamment les choses suivantes : «Comme vous pouvez l'imaginer, la foi n'est pas un sujet naturel de discussion pour un banquier central et économiste, entraîné à ne regarder que les faits et les preuves solides. [...] Je préférerais restreindre la foi, au sens de croyance non questionnée, aux sphères privée et religieuse. Ni les actions du banquier central ni les attentes du public ne peuvent reposer sur une simple foi dépourvue de preuve. [...] Finalement, la confiance doit être conquise, elle n'est que provisoire, doit être vérifiée et soutenue par des preuves solides, et non fondée sur la seule croyance.» Nous traduisons.
 2. La banque centrale naît et se développe d'abord surtout dans le monde protestant (à commencer par la Suède), mais elle est assez tôt présente dans le contexte «post-républicain» de tradition catholique, en France, avec la création de la Banque de France par Napoléon en 1800. Évidemment, la notion de *banque centrale* telle qu'elle émerge à partir de la fin du XVII^e siècle est très éloignée de la conception contemporaine de la banque centrale indépendante dans une économie de marché financiarisée. Pour une évaluation historique, voir par exemple Feiertag et Margairaz 2016.

être issues de la sphère religieuse – sont susceptibles de s'épanouir dans les activités professionnelles et les attitudes socio-économiques et socio-politiques requises à la direction des banques centrales : celles-ci doivent être « en théorie » pilotées par des acteurs plutôt « conservateurs », rétifs au désordre monétaire et financier, attachés plus largement à la stabilité de l'ordre économique et politique, tel que l'incarne et le détermine aussi la stabilité monétaire. En effet, la banque centrale veille en tant que « banque des banques » à ce que cette pratique essentielle à la vie économique qu'est le prêt n'engendre pas d'instabilité majeure, tout en favorisant à des degrés variables le développement de l'activité financière privée et publique (voir par exemple Touffut 2008). Cette institution « moderne » fixe des taux d'intérêt « directeurs » aux banques et, à travers ses actions, tente de limiter les phénomènes jugés pathologiques, comme une inflation trop élevée ou la prolifération de risques financiers. Un gouverneur est aussi très souvent, si ce n'est toujours, une personnalité publique formellement « indépendante » des institutions gouvernementales, mais liée de fait à des intérêts politiques, économiques ou symboliques (religieux, ethniques, etc.) manifestes. Comme nous le verrons, il s'exprime parfois sur les débats les plus divers, au point de transgresser certaines normes de bienséance et de modération pourtant bien établies. En tant qu'institutions majeures du capitalisme financier contemporain, les banques centrales constituent donc un lieu d'observation privilégié des dispositions économiques et politiques associées à l'espace de la finance globalisée, où le public et le privé s'interpénètrent. L'examen des dimensions religieuses dans les discours et pratiques des acteurs fournit un premier élément d'analyse, même s'il ne permet pas d'établir des liens de causalité forts.

Cette contribution poursuit deux objectifs modestes. Le premier est de montrer que l'idée d'une relation affinitaire entre *ethos* religieux et *ethos* du banquier central trouve un certain appui dans les données empiriques collectées, et que les deux apparaissent comme des composantes d'un même *habitus*, structure structurée fonctionnant à l'état pratique comme structure structurante (Bourdieu 1979, p. 191). Faute de pouvoir observer directement ces dispositions, nous les déduisons de diverses sources, en particulier discursives. Le deuxième objectif est de montrer, à rebours des analyses wébériennes, que cette relation affinitaire ne caractérise pas en propre ou de façon exclusive l'*ethos* puritain. Au contraire, on la retrouve dans les contextes religieux et même idéologiques les plus divers, associée à de multiples enjeux socio-économiques. Dès lors, nous formulons l'hypothèse que le capital religieux, entendu comme l'ensemble des ressources matérielles et symboliques permettant d'agir dans l'ordre religieux, constituerait, à côté du capital scientifique (la science économique), juridique ou professionnel (expérience dans la

finance, l'administration publique, etc.), et en relation avec des configurations politico-économiques particulières, une composante importante et souvent ignorée du fonctionnement de certaines banques centrales.

Encadré Méthodologie

Cette étude s'inscrit dans le cadre du projet Banqcent (Centbank) qui s'appuie sur une base de données prosopographique^a portant sur les gouverneurs de banques centrales dans le monde depuis les années 1990 (Lebaron 2000, 2008, 2016; Lebaron et Dogan 2016, 2018, 2020). Cette base de données mise à jour régulièrement recueille des éléments biographiques tels que la formation académique, la carrière professionnelle ainsi que d'autres caractéristiques sociodémographiques et informations sociopolitiques, idéologiques ou religieuses (Dogan et Lebaron 2023). La base contient actuellement les biographies d'environ 520 gouverneurs qui ont dirigé ou qui dirigent des banques centrales. À ce jour, nous ne disposons d'informations d'ordre religieux que pour une cinquantaine d'entre eux, ces données restant difficiles d'accès. Nous développons ici des études de cas et une analyse qualitative détaillée des trajectoires et profils représentatifs ou significatifs par rapport à notre questionnement sur l'*ethos* religieux.

a. Cette démarche biographique a fait l'objet d'une synthèse dans un manuel portant sur les méthodes utilisées pour étudier les organisations internationales (Dogan et Lebaron 2023).

Nous approfondirons les enjeux théoriques dans une première section. Notre démonstration s'appuie d'abord sur le cas du monde occidental, que nous comparons ensuite à des exemples de trajectoires issues du monde islamique, où le rejet du prêt à intérêt est au cœur d'une doctrine et de pratiques regroupées sous le terme de «finance islamique». Enfin, nous étendons la perspective à une échelle plus globale. Cette démonstration permet à la fois de dépasser l'idée d'une affinité spécifique au protestantisme, voire au monde chrétien ou juif, et de repenser le capital religieux-idéologique comme un atout au sein du monde de la banque centrale. Même si ce découpage s'avère finalement assez artificiel, puisque nous montrons que les variations selon les confessions n'entraînent pas de différences majeures dans l'*ethos* des banquiers centraux, il permet de montrer que la religion tend effectivement à fonctionner

comme un capital dans l'univers globalisé, «scientifiqué» et «neutralisé» qu'est celui des banques centrales contemporaines⁵.

• **Religion et économie : quelles relations ?**

La religion est assez peu présente dans la sociologie économique contemporaine, alors même que les processus de croyance collective ne cessent de retenir l'attention (voir, par exemple, McCleary et Barro 2006). L'une des difficultés est qu'elle est souvent mobilisée de façon «binaire», le religieux étant opposé de façon simplificatrice à l'économique ou au politique. Dans ce chapitre, nous concevons, au contraire, le religieux comme étant étroitement imbriqué, inséré dans la vie sociale, et en particulier pris dans des relations d'interdépendance avec des facteurs économiques ou politiques difficiles à démêler, comme l'a démontré une longue tradition de sciences sociales du religieux (voir par exemple Dillon 2003). Cela justifie le recours à une analyse prenant en compte, d'abord de façon descriptive, les *ethos* religieux des acteurs, tels qu'on peut les inférer d'observations nécessairement indirectes⁴, mais aussi, en arrière-plan, la spécificité des contextes socio-économiques dans lesquels se manifestent des pratiques et discours religieux.

Nous proposons d'étudier le cas d'acteurs placés au centre de la rationalité économique contemporaine, à savoir les dirigeants de banques centrales, et la façon dont des enjeux religieux façonnent leur rapport à la politique économique. Même si la métaphore religieuse a été très fréquemment utilisée à leur propos depuis leur apparition (voir, par exemple, Greider 1989⁵), l'hypothèse d'une relation spécifique entre les pratiques et discours religieux de ces dirigeants et leur conduite de la politique monétaire et, plus largement, la direction de l'institution très particulière qu'est la banque centrale, n'a pas jusqu'ici été discutée de façon systématique dans la littérature scientifique⁶. Ce sont plutôt les analyses discursives centrées sur la performativité qui ont porté une attention

3. Pour une étude critique des discours de scientisation des banques centrales, voir Dogan et Lebaron 2025.

4. Faute de pouvoir observer directement les traces et manifestations neuronales des normes sociales intériorisées par les acteurs, la notion de «disposition» reste une construction hypothétique de nature à permettre d'interpréter les faits observés. Nous sommes bien conscients des limites des hypothèses formulées sur cette base.

5. Le titre même de l'ouvrage de William Greider sur la banque centrale américaine, *Les secrets du temple*, tout comme les titres de certaines parties (par exemple : «Un pacte avec le diable»; «Dollar, un Dieu tout-puissant») sont emblématiques.

6. Voir par exemple la présentation des analyses de M. Weber par François-André Isambert (2004) dans le numéro 127 des *Archives des sciences sociales des religions*, ainsi que les autres articles de ce numéro intitulé *Max Weber, la religion et la construction du social*.

particulière aux représentations religieuses mobilisées par ces acteurs qui conçoivent, encadrent et (dé)légitiment les politiques monétaires (Scherbacher-Posé 1999; Tognato 2012). Peut-on dire qu'il existe une affinité entre un certain *ethos* religieux, articulant « rationalité » et souplesse pragmatique dans un rapport à la fois familier et distancié à l'argent, et l'*ethos* de banquier central, qui fait de la raison scientifique et de la stabilité temporelle des décisions son ancrage fondamental ?

On voudrait surtout développer ici une conception multidimensionnelle et contextualisée (sur les plans économique, politique et symbolique) des multiples usages du religieux dans le champ global du *central banking*. Pratiques et discours religieux, voire dispositions plus profondes, sont d'abord mis en scène publiquement, sous diverses formes, par certains dirigeants de banque centrale dans des contextes sociaux précis et souvent dans des buts eux-mêmes spécifiques. Ces éléments témoignent, au moins indirectement, de leur socialisation dans un environnement religieux, à la fois doctrinal et pratique, dont les effets se manifestent à travers des attitudes religieuses et, parfois, des comportements politico-économiques ou culturels particuliers. Dès lors, nous plaçons notre analyse dans une perspective inspirée autant de Marx et Durkheim que de Weber, en particulier tels qu'ils ont été relus ensemble, dans une logique d'intégration théorique, par Pierre Bourdieu (1977). Celui-ci insiste sur l'articulation entre différentes facettes du pouvoir symbolique, qui incluent les rapports de force entre classes ou fractions de classe, et plus largement toutes les formes de rapports de domination, l'intégration morale et logique à un ordre symbolique particulier ou encore les enjeux de légitimation des pouvoirs. L'espace catholique est, par exemple, un univers intégré et unifié religieusement, mais qui se trouve contesté à ses marges et traversé par des fractures politiques et idéologiques en fonction des caractéristiques sociales, nationales, etc., de ses pratiquants et croyants, qui mobilisent des ressources discursives et cognitives diverses, voire parfois opposées. Il est *de facto* fortement clivé sur le terrain économique, ainsi que le montrent par exemple les remous internes suscités par les prises de position critiques du pape François, jésuite, sur le capitalisme et la finance (Komlik 2014).

Nous nous appuyons essentiellement sur des exemples de trajectoires qui nous paraissent signifiantes en ce qui concerne les articulations entre dispositions économiques et dispositions religieuses dans la période contemporaine. Le cas archétypal de Hans Tietmeyer (1931-2016), banquier central allemand et théologien catholique, occupant la double activité de gouverneur de la Bundesbank et de doctrinaire philosophico-économique, permet de faire apparaître certaines composantes d'un catholicisme de banquier central « libéral » ou « néolibéral ».

Un ethos religieux du banquier central occidental ?

Né le 18 août 1931 à Metelen, petite ville de la très catholique province de Westphalie toute proche des Pays-Bas, ce fils d'une famille de onze enfants aurait pu devenir prêtre, comme deux de ses frères, ou champion de ping-pong, un sport qu'il pratiqua longtemps à haut niveau. Après avoir commencé un cursus de théologie à Münster, il se tourne finalement vers l'économie et obtient son doctorat, en 1961, à l'université de Cologne. Un an plus tard, il rejoint le ministère de l'économie, dirigé pour quelques mois encore par Ludwig Erhard, le « père du miracle économique allemand », avant que celui-ci ne succède à Konrad Adenauer comme chancelier fédéral, de 1963 à 1966.⁷

Telle est la façon dont débute la nécrologie de H. Tietmeyer publiée en 2016 dans *Le Monde*. Si on laisse de côté la référence au « miracle » allemand, qui a jusqu'ici été peu analysée comme bel exemple de transposition directe du vocabulaire religieux au discours économique, on voit que les références religieuses saturent la présentation biographique : naissance dans une ville « très catholique », deux frères « prêtres », études de théologie. Il est vrai que la personnalité de H. Tietmeyer peut difficilement être dissociée de son ancrage dans la doctrine catholique.

Entré en 1990 au directoire de la Bundesbank, promu à sa tête trois ans plus tard, Tietmeyer s'y forgera une réputation de garant intransigeant de l'orthodoxie monétariste, obsédé par la stabilité de la Deutsche Mark et hanté par le risque inflationniste. À ce poste, il se fera aussi le défenseur farouche de l'indépendance des banques centrales, aimant pour cela se présenter comme un disciple de Nicolas Oresme, théologien français du XIV^e siècle qui, dans son *Traité des monnaies*, expliquait que celles-ci ne devaient pas être manipulées par les détenteurs du pouvoir politique.⁸

Si l'on passe sur les clichés usuels et sur l'habituel recours en économie à la notion d'orthodoxie, c'est la référence doctrinale à Oresme, évêque et théologien médiéval hostile aux « manipulations monétaires », qui détonne dans un univers rationalisé et « scientifié »⁹ comme celui du *central banking* moderne, nourri de macroéconomie formalisée, de modèles économétriques et d'analyse de conjoncture.

7. Thomas Wieder, « Hans Tietmeyer, ex-président de la Bundesbank, est mort », *Le Monde*, 28 décembre 2016. En ligne : [https://www.lemonde.fr/europe/article/2016/12/28/lancien-chef-de-la-banque-federale-allemande-hans-tietmeyer-est-mort_5055000_3214].

8. *Ibid.*

9. Voir par exemple Marcussen 2006 et, pour une approche critique, Dogan et Lebaron 2025.

Président de la Bundesbank durant six ans, après avoir été membre de son conseil pendant trois ans, H. Tietmeyer a en fait le profil d'un banquier central bureaucratique-politique, puisqu'il a travaillé comme fonctionnaire au ministère des Finances, avant de devenir en 1982 le secrétaire d'État à l'économie d'Helmut Kohl. Chrétien-démocrate, H. Tietmeyer se réclame d'une conception religieuse qui reconnaît le rôle déterminant de l'argent dans la vie sociale et qui insiste sur la nécessité de soustraire la monnaie à l'arbitraire des gouvernements «terrestres», et même, contrairement à ce que prône Oresme, au jeu démocratique incarné par le Parlement. Il développe donc un monétarisme très particulier, une forme de «néolibéralisme catholique», qui voit dans la monnaie un *bien commun* associé à la stabilité de l'ordre économique, en étroite relation avec le contrôle de l'endettement public, le tout dans un cadre raisonnable et avec une recherche permanente de compétitivité par les acteurs privés que sont les entreprises marchandes. Modèle incarné par la Bundesbank puis par la BCE, cette conception de l'indépendance de la banque centrale l'ancre dans un conservatisme monétaire modéré et une acceptation des lois de l'économie de marché ordonnée, c'est-à-dire solidement soutenue par un cadre juridique bien défini garantissant notamment les droits de propriété.

On trouve aussi dans cette théorie tous les éléments d'une doctrine radicale en matière économique et sociale, qui la rapproche des autres formes de néolibéralisme : l'excès d'interventionnisme étatique, à courte vue, est condamné et ce qu'on appelle la «réforme structurelle» (en particulier les restrictions sur les dépenses publiques, notamment sociales) s'impose quoi qu'il arrive aux États, même dans les périodes de crise. Dans les années 2000, H. Tietmeyer, désormais retraité, prend ses distances vis-à-vis de la politique menée par la Banque centrale des États-Unis (Federal Reserve, FED) sous Alan Greenspan (1987-2006), qu'il juge trop fortement soumise aux fluctuations des marchés financiers. Il reste que la célébration des qualités de H. Tietmeyer au sein même de la Bundesbank révèle très clairement le type d'*ethos* valorisé parmi les dirigeants de banque centrale et les hauts fonctionnaires des finances français et allemands :

Le ministre fédéral des Finances, Wolfgang Schäuble [...] a qualifié M. Tietmeyer d'«Européen pionnier», qui s'est battu avec compétence, conséquence et un sens profond de la responsabilité pour une union économique et monétaire européenne réussie. M. Schäuble a souligné que la stabilité et la continuité étaient les caractéristiques principales de M. Tietmeyer. Selon le ministre fédéral des Finances, Tietmeyer a toujours maintenu le cap et n'a pas hésité à entrer en conflit lorsque cela était nécessaire. Cette droiture et cette fidélité aux principes ont été considérées comme difficiles à accepter par

certains détracteurs, d'après M. Schäuble. [...] M. Schäuble a souligné que M. Tietmeyer n'était pas un partisan du capitalisme misanthrope, comme certains l'avaient décrit. Ce sont plutôt les principes de l'économie sociale de marché qui ont été un fil rouge de sa vie. «Hans Tietmeyer ne se considérait pas seulement comme un "civil servant" – comme un "serviteur" ou un "défenseur" du bien public –, mais il agissait aussi en conséquence», a déclaré M. Schäuble.¹⁰

On notera ici la mise en avant de la constance morale et la recherche du bien public comme principes assumés de l'attitude du banquier central. Il est frappant de retrouver ce type de dispositions – et à quelques variations près la même doctrine monétaire-budgétaire – chez l'actuel gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau. Né en 1959, issu d'une famille industrielle, ce dernier a été haut fonctionnaire des finances (comme la plupart de ses prédécesseurs) et ancien directeur de cabinet de Dominique Strauss-Kahn, avant de diriger BNP Paribas, la première banque française, alliant ainsi une carrière de haut fonctionnaire à une expérience dans le secteur privé. Dans un ouvrage intitulé *L'espérance d'un Européen*, publié en 2014, F. Villeroy de Galhau témoigne de l'ancrage de son espoir dans «l'expérience chrétienne qui est la [sienne]» (2014, p.13). Auteur de textes sur l'éthique de la finance, publiés aux Éditions du Vatican et dans la revue jésuite *Études*, il partage avec H. Tietmeyer un soutien modéré aux marchés financiers et une vision très orthodoxe de la politique budgétaire européenne. À nouveau, les vertus célébrées (courage, conception originale du développement et pragmatisme) n'ont guère d'originalité si ce n'est une forme de neutralité et de valorisation de l'effort et de la responsabilité, dont la matrice chrétienne est très générale et quasi indéterminée. S'il cite la première «exhortation» du pape François (*Evangelii gaudium*, 2013) contre l'idolâtrie de l'argent (Villeroy de Galhau 2014, p.118), c'est pour apaiser la colère de la population contre la finance et promouvoir une «finance durable» qui réconcilie le capitalisme et l'éthique.

Certes, ces deux exemples d'association marquée entre un *ethos* religieux mis en avant et exprimé publiquement sous la forme d'écrits de type doctrinal et une certaine conception de la politique monétaire et budgétaire européenne pourraient sembler anecdotiques, en tout cas très exceptionnels. Mais ils font système avec les propriétés des membres des réseaux européens proches de Jacques Delors, très souvent enracinés

10. Bundesbank, «Bundesbank gedenkt Hans Tietmeyers», Bundesbank, 20 juin 2017. En ligne : [<https://www.bundesbank.de/en/tasks/topics/bundesbank-commemorates-hans-tietmeyer-646056>]. Nous traduisons.

dans le double univers du catholicisme de gauche et de la banque centrale : Banque de France pour Jacques Delors, Banque d'Italie puis BCE pour Tommaso Padoa-Schioppa, sans parler bien sûr des économistes français Michel Camdessus, Michel Albert et Jean Boissonnat, qui publient ensemble en 2002 un ouvrage intitulé *Notre foi dans ce siècle*, et dont le premier dirigera le Fonds monétaire international (FMI), tandis que les deux autres participeront au premier Conseil de politique monétaire de la Banque de France nouvellement indépendante¹¹.

Si la construction européenne a pu être décrite comme « la victoire de Luther », c'est-à-dire d'une « conception de l'écrit comme force structurante et pérenne, et [de] la morale de l'effort » (Morand 2001, p.18), divers autres « courants » chrétiens, catholiques donc, voire orthodoxes, sont très fortement liés à l'émergence d'une vision eschatologique de l'Europe qui accorde à la monnaie et à la stabilité budgétaire, garantes de la « compétitivité » et de la justice, un rôle central dans la quête d'une présence accrue sur la scène mondiale.

Des exemples similaires de relation plus ou moins forte entre dispositions religieuses personnelles et prises de position publiques sur des sujets économiques ou monétaires abondent. On les rencontre en premier lieu dans les pays protestants, comme les pays nordiques, anglophones, ou encore l'Allemagne, mais aussi, comme on l'a vu, en milieu catholique. On trouve aussi les indices d'un lien entre *ethos* religieux ou idéologique et orientations monétaires dans le cas de gouverneurs de la Banque centrale d'Israël : on peut évoquer ici le cas de Stanley Fischer, né en 1943, économiste universitaire successivement gouverneur de la Banque centrale d'Israël et vice-président de la FED américaine, professeur au MIT, où il eut comme élèves Ben Bernanke et Mario Draghi, mais aussi économiste principal à la Banque mondiale (1988-1990) et premier directeur général adjoint du FMI (1994-2001). Socialisé dans un univers idéologique sioniste et ayant appris tôt l'hébreu, ce qui n'implique pas nécessairement une forte identité religieuse, mais manifeste un lien idéologique et personnel étroit avec le projet de l'État d'Israël, S. Fischer acquiert la nationalité israélienne après avoir demandé l'application de la loi du retour. Néo-keynésien, il dirige, à la demande de Benjamin Netanyahu et Ariel Sharon, la Banque centrale pendant huit ans, dans un contexte de durcissement nationaliste en Israël, et y applique un mélange d'orthodoxie monétaire en matière de taux d'intérêt et de pragmatisme

11. Voir leur ouvrage commun, Albert, Boissonnat et Camdessus 2002 et, pour une analyse, Lebaron 2005. T. Padoa-Schioppa a quant à lui développé sa vision « long-termiste » (soustraite aux « manipulations ») de la banque centrale dans Padoa-Schioppa et Romano 2009.

en politique de change¹². S'il est difficile d'établir un lien très clair entre l'engagement dans un mouvement sioniste et, *a fortiori*, les dispositions religieuses de S. Fischer qui le sous-tendent vraisemblablement, et sa pratique de la politique monétaire, on peut noter la concomitance de ses engagements. On retrouve ce lien, avec des indications beaucoup plus claires d'engagement proprement religieux, dans d'autres banques centrales du monde occidental¹³.

L'étude de ces quelques cas ne contredit donc pas, en tout cas pas de façon radicale, l'hypothèse d'une affinité historique et idéologique (doctrinale) entre protestantisme et *central banking*, dérivée de M. Weber, mais montre que d'autres cadres religieux s'articulent parfaitement avec la «modernité monétaire et financière» de l'univers des banques centrales : l'attachement à la stabilité et la gestion rationnelle du crédit détachée des mains des gouvernants sont favorisés par des *ethos* de modération rationnelle des intérêts personnels, lesquels ne sont pas directement commandés par une doctrine religieuse particulière, quand bien même ils ont des connotations puritaines. Les cas plus éloignés du monde occidental chrétien vont renforcer cette hypothèse d'un espace du *central banking* très plastique, qui semble prendre autant de formes «doctrinales» qu'il existe de configurations économico-politico-religieuses. C'est vers le monde musulman, en lequel M. Weber voyait un univers rétif aux dispositions ascétiques capitalistes, mais que d'autres auteurs, depuis Maxime Rodinson (1966), ont analysé de façon plus nuancée, qu'il convient d'abord de se tourner.

•

La finance islamique et le *central banking* : une affinité paradoxale ?

On peut se demander comment le monde dit «islamique» (aussi divers soit-il), *a priori* hostile au prêt à intérêt et à l'usure, s'accommode de l'existence en son sein de banques centrales «modernes», étroitement

-
12. Pour plus de détails sur sa trajectoire, voir Nathan Guttman, «Stanley Fischer — born in Africa, served in Israel — named to Federal Reserve», *Forward*, 4 juin 2014. En ligne : [<https://forward.com/israel/199210/stanley-fischer-born-in-africa-served-in-israel/>]. Voir aussi Charlotte Hallé, «Small town boy from Mazabuka makes good», *Haaretz*, 11 février 2005. En ligne : [<https://www.haaretz.com/2005-02-11/ty-article/small-town-boy-from-mazabuka-makes-good/0000017f-dc15-d856-a37f-fdd52a8d0000>].
 13. Nous pouvons ajouter à ces observations le fait que plusieurs gouverneurs dont les biographies publiques signalent une appartenance religieuse juive (hors la Banque d'Israël) évoluent dans les mêmes espaces que les gouverneurs identifiés comme chrétiens. Par exemple, les présidents (*chairs*) et dirigeants (*general managers*) de la Banque des règlements internationaux (BIS), l'autorité internationale qui définit les normes du *central banking*, sont, selon nos données, des individus d'origine chrétienne et juive, ou des non-religieux, tandis que les autres religions semblent absentes dans les profils.

connectées aux marchés financiers et aux grandes banques mondiales. C'est du côté des pays du Golfe, qui bénéficient d'un marché financier très dynamique et actif, que l'on trouve une première réponse. L'afflux de pétrodollars (excédents commerciaux liés à l'exportation de pétrole) issu de l'enrichissement rapide de ces pays (Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Bahreïn, Koweït, Qatar) durant les années d'après-guerre s'est accompagné d'une institutionnalisation financière étroitement liée au monde anglo-américain puis d'un travail plus tardif pour composer avec certaines contraintes doctrinales de l'islam, comme l'interdiction du *riba*, le prêt à intérêt.

Il faut rappeler ici que des sciences économiques islamiques se sont constituées depuis le XIX^e siècle en réaction aux systèmes bancaires occidentaux qui s'imposent au sein de sociétés majoritairement musulmanes dans le contexte de l'impérialisme. C'est cette réaction qui conduit au développement de la finance islamique à la fin de la guerre froide (Nagaoka 2012). Il s'agit d'une finance conforme aux principes fondamentaux de l'islam, en particulier concernant la prohibition du prêt à intérêt. Cependant, la finance islamique, soutenue par les autorités monétaires nationales, s'insère parfaitement dans l'économie mondiale et ses dynamiques de globalisation financière (Warde 2010).

C'est le cas, par exemple, de la Saudi Arabian Monetary Authority (SAMA), la Banque centrale saoudienne, qui fait figure de modèle d'hybridité entre modernité capitaliste et foi musulmane. À l'origine, la SAMA n'est pas distincte du Fonds souverain (fonds à capitaux publics permettant d'investir dans des sociétés étrangères et de verser des pensions à partir des bénéfices) créé en 1952 pour gérer l'argent des pétrodollars : c'est donc une institution publique insérée dans le système financier globalisé, et étroitement coordonnée avec la stratégie économique et financière de la monarchie des Saoud. Les dirigeants de la SAMA n'ont pas, au départ, un profil social marqué par un fort investissement théologique, même s'ils restent pleinement insérés dans l'ordre théocratique saoudien.

Fahad Al-Mubarak, nommé en 2009, est un financier privé né en 1955, ancien dirigeant de Morgan Stanley Saudi Arabia et de la bourse saoudienne, acteur de la privatisation des télécommunications saoudiennes et de l'industrie du gaz. Il a obtenu son doctorat en *business administration* (management) à Houston aux États-Unis et a été *assistant professor* à l'Université du Roi Fahd du Pétrole et des Mines (UPM). Ahmed Alkholifey, né en 1967, qui l'a remplacé en 2016, a pour sa part fait une carrière au sein de la Banque centrale, après un cursus également réalisé aux États-Unis. Sa nomination correspond d'ailleurs à une clarification des rôles entre la Banque centrale et le Fonds souverain. Mais il a également pour mission de gérer l'essor de la finance islamique. Il privilégie

un environnement favorable aux produits financiers compatibles avec la charia et a même fait de la formation à la finance islamique l'une de ses priorités. Il déclare ainsi, en 2016, lors de la 23^e World Islamic Banking Conference (WIBC) à Bahreïn : « Nous avons, par exemple, veillé à ce que le personnel des banques ainsi que notre propre personnel puissent bénéficier d'une formation spécialisée dans le domaine de la finance islamique »¹⁴. On voit donc ici que les dispositions religieuses, difficiles à objectiver sans données biographiques plus systématiques, s'expriment avant tout par un travail de promotion de la finance islamique et sont mobilisées de manière pragmatique, dans un contexte de domination de la culture financière occidentale.

Au Bahreïn, les profils rencontrés sont très similaires, caractérisés par la conjonction pragmatique de références religieuses et de culture financière capitaliste occidentale. Rasheed Mohammed Al Maraj a été nommé en 2005 président de la Banque centrale de Bahreïn. Titulaire d'une licence d'ingénierie de Houston University (Texas), il a accumulé des expériences professionnelles en finance, ingénierie et gestion dans les secteurs privés et publics. Avant sa nomination, il était PDG de l'Arab Petroleum Investments Corporation (Apicorp) en Arabie saoudite. Pendant son mandat, il a gardé des connexions avec plusieurs conseils d'administration, par exemple en tant que membre du Conseil de développement économique et de l'Autorité nationale du pétrole et du gaz (NOGA) de Bahreïn ainsi que du Board of Trustees d'Oxford. On note qu'il a aussi servi comme directeur du bureau des services financiers islamiques¹⁵. Dans une conférence inaugurale à la première Annual World Islamic Banking Conference organisée à Singapour en 2010, R.M. Al Maraj justifie la centralité stratégique de la finance islamique pour les banques centrales du Moyen-Orient. Il indique que cette conférence est la preuve de la « portée géographique croissante de la finance islamique, qui est passée d'une industrie de niche à une industrie qui a intégré le courant financier dominant »¹⁶.

On le voit, le nouveau gouverneur fait lui aussi de la finance islamique un enjeu particulièrement central de son activité. Dans quelle

14. Ahmed Alkholifey, « Speech by H.E. SAMA's governor on the 23rd World Islamic Banking Conference », Saudi Central Bank, 12 juin 2016. En ligne : [<https://www.sama.gov.sa/en-us/news/pages/news07122016b.aspx>]. Nous traduisons.

15. Reuters, « Profile – Bahrain Central Bank Governor Rasheed Mohammed al-Maraj », Reuters, 24 mai 2011. En ligne : [<http://www.reuters.com/article/bahrain-cenbank-idUSCENBANKBH20110524>].

16. Rasheed Mohammed Al Maraj, « Towards the next phase of growth for Islamic banking and finance – a new paradigm for Asia and the Middle East », Bank of International Settlements, 14 juin 2010. En ligne : [<https://www.bis.org/review/r100621d.pdf>]. Nous traduisons.

mesure la montée en puissance de la finance islamique se traduit-elle par l'arrivée de profils nouveaux parmi les dirigeants, dont les dispositions religieuses s'exprimeraient plus ouvertement dans l'espace public du champ des banques centrales ?

Le cas turc illustre bien l'importance du religieux en tant que capital spécifique à l'univers de la banque centrale au sein du monde musulman. Là aussi, les dispositions religieuses s'expriment pour l'essentiel par la promotion de la finance islamique dans un contexte hautement pragmatique de finance globalisée. L'analyse du profil de Murat Çetinkaya, gouverneur de la Banque centrale de la République de Turquie (TCMB) entre 2016 et 2019, suggère que la montée en puissance des enjeux politico-religieux s'accompagne bien d'un changement de personnel dirigeant, qui passe d'un monde laïque à un univers revendiquant une appartenance religieuse. Né en 1976, M. Çetinkaya est le premier dirigeant de la TCMB à ne pas être diplômé en économie et à présenter un profil de «banquier islamique»¹⁷. Il commence sa carrière dans la banque privée Albaraka Türk, puis travaille pour l'une des principales banques semi-publiques, Halkbank. Il passe ensuite à la banque islamique Kuveyt Türk et, devenu directeur adjoint, joue un rôle important dans l'introduction en Turquie de produits financiers islamiques tels que les *sukuk* (une forme de certificat d'investissement conforme au droit islamique, équivalent des obligations en finance islamique)¹⁸ et dans la constitution d'une section de la banque à Dubaï ainsi que dans d'autres pays¹⁹. Comme il est diplômé d'une licence en sociologie, sa nomination à la Banque centrale requiert une modification de la loi²⁰ pour assouplir la condition exigeant, pour tout recrutement à la direction de la banque, un diplôme en économie, finance, droit ou sciences de gestion. M. Çetinkaya est d'abord nommé vice-président de la Banque centrale en 2012, et cela probablement grâce à son bagage en finance islamique. Il s'engage en effet dans le développement de celle-ci en Turquie et contribue au projet du gouvernement visant à faire d'Istanbul un centre financier du Moyen-Orient. Soutenu par le président de la République de Turquie, Recep Tayyip Erdoğan (figure de proue d'un nationalisme islamo-conservateur), M. Çetinkaya remplace le gouverneur

17. Asli Kandemir, «Turkish central banker is social scientist with roots in Islamic finance», Reuters, 13 avril 2016. En ligne : [<https://www.reuters.com/article/turkey-cenbank-governor-idUKL5N17F4E3>].

18. Pour plus de détails, voir par exemple El-Gamal 2006.

19. Barış Bekar, «Murat Çetinkaya'nın zirve hikayesi!», Finansin Gündemi, 11 avril 2016. En ligne : [<https://www.finansgundem.com/haber/murat-cetinkayanin-zirve-hikayesi/1008169>].

20. Uğur Gürses, «Önce yasa, sonra özgeçmiş değişti», Hürriyet, 13 avril 2016. En ligne : [<https://www.hurriyet.com.tr/yazarlar/ugur-gurses/once-yasa-sonra-ozgecmis-degist-i-40087951>].

de la TCMB en 2016²¹. L'ancien dirigeant Erdem Başçı avait eu des conflits avec Erdoğan qui faisait pression sur lui pour réduire le taux d'intérêt²². Par la suite, lorsque M. Çetinkaya refuse de réduire davantage ce taux (tout en appliquant une politique de bas intérêt), un décret du président de la République le remplace à son tour en 2019 par le vice-président, Murat Uysal²³. Ce dernier est également remplacé l'année suivante par un ancien ministre des Finances de l'AKP (Parti de la justice et du développement, le parti d'Erdoğan au pouvoir depuis 2002), qui est remplacé quelques mois plus tard encore par un autre homme politique (auparavant banquier) de l'AKP. Ces interventions controversées d'Erdoğan²⁴, qu'il accompagne de déclarations sur le taux d'intérêt qu'il considère comme «la mère de tous les maux» et sur son devoir «en tant que musulman» de le limiter drastiquement, ainsi que les baisses consécutives qu'il a imposées, ont conduit à une dévaluation et une inflation importante²⁵.

Il faut, cependant, chercher du côté des banques centrales de pays moins intégrés au système financier international pour trouver des cas encore plus affirmés d'ancrage religieux des dirigeants. C'est notamment le cas du gouverneur de la Banque centrale du Nigeria, qui a permis le développement de la finance islamique à une large échelle et participé à la polarisation religieuse du pays. Fils d'un des principaux leaders musulmans du pays, Lamido Sanusi s'est en effet engagé, depuis son arrivée aux affaires en 2009, dans une vigoureuse promotion de la finance islamique²⁶ qui a suscité réticences et oppositions dans un pays religieusement divisé entre chrétiens et musulmans²⁷. En période de crise, des discours plus ou moins

-
21. Kerim Karakaya, «What Turkey's new Central Bank chief means for the economy», *Al-Monitor*, 2016. En ligne : [<https://www.al-monitor.com/originals/2016/04/turkey-new-central-bank-governor.html#ixzz7b5pWZeY3j>].
 22. Anne Szustek, «Turkey's Erdem Basçi struggles for political independence», *Institutional Investor*, 21 avril 2015. En ligne : [<https://www.institutionalinvestor.com/article/b14z9thmbh44jx/turkeys-erdem-basi-struggles-for-political-independence>].
 23. Orhan Coskun, «Turkey's central bank governor was sacked after resisting 300 point rate cut: sources», *Reuters*, 22 juillet 2019. En ligne : [<https://www.reuters.com/article/us-turkey-cenbank-governor/turkeys-central-bank-governor-was-sacked-after-resisting-300-point-rate-cut-sources-idUSKCN1UH142>].
 24. BIA News Desk, «Central Bank Governor Murat Çetinkaya discharged from office», *Bianet*, 8 juillet 2019. En ligne : [<https://bianet.org/cocuk/politics/210173-central-bank-governor-murat-cetinkaya-discharged-from-office>].
 25. *The Economist*, «Is Recep Tayyip Erdogan's monetary policy as mad as it seems?», *The Economist*, 27 janvier 2022. En ligne : [<https://www.economist.com/the-economist-explains/2022/01/27/is-recep-tayyip-erdogans-monetary-policy-as-mad-as-it-seems>].
 26. Nick Tattersall, «Nigeria eyes role as African Islamic banking hub», *Reuters*, 8 mars 2011. En ligne : [<https://www.reuters.com/article/us-africaninvest-summit-nigeria-islamic-idUSTRE7273HX20110308>]; Mohamed Abdelfattah, «Conference on Islam in Global Africa to feature Emir of Kano», *Northwestern University*, 23 avril 2018. En ligne [<https://news.northwestern.edu/stories/2018/april/conference-on-islam-in-global-africa-to-feature-emir-of-kano/>].
 27. Alex Thurston, «Islamic banking stirs up controversy in religiously-divided Nigeria», *The Christian Science Monitor*, 27 juin 2011. En ligne : [<https://www.csmonitor.com/World/Africa/>].

hérétiques par rapport à l'orthodoxie monétaire ou financière peuvent tout particulièrement se faire entendre : lors d'un symposium organisé en 2009 par une ONG nigériane, le Movement for Islamic Culture and Awareness (MICA), L. Sanusi a déclaré que la crise financière mondiale avait mis en évidence les déficiences du système bancaire conventionnel, adoptant des accents proches de ceux de l'économiste indien Raghuram Rajan (2016 [2010]) dans un tout autre contexte, comme nous le verrons plus loin. Sa présentation de la «solution islamique à l'effondrement économique mondial» a souligné le rôle de la Banque centrale sous sa direction dans la réglementation et la supervision de la finance islamique au Nigeria²⁸. Deux ans plus tard, il a déclaré aux journalistes de Reuters son ambition de faire du Nigeria «le centre africain de la banque islamique»²⁹. L. Sanusi a finalement dû quitter son poste en 2020 pour «irrespect» et «insubordination» à l'égard du chef de l'État, deux qualifications très rares dans l'univers feutré et modéré du *central banking*. On trouve donc même des cas de banquiers centraux jouant presque le rôle de prophètes financiers³⁰, voire, plus largement, d'autorités économique-religieuses, portés à des formes de transgression qui sont d'autant plus notables que la finance globalisée, devenue très instable, peut amener à des attitudes de rupture autant que de conservation. Qu'en est-il dès lors à l'échelle globale? C'est ce qu'aborde la troisième partie de ce chapitre, centrée sur les *ethos* monétaires et religieux des dirigeants de banque centrale contemporains dans d'autres zones géographiques. Il s'agit d'élaborer une cartographie de façon exploratoire, en montrant que le *central banking* s'adapte ou se conjugue aux formes les plus diverses d'identités religieuses ou idéologiques, avec des liens très variables selon les contextes.

•

La religion comme capital dans le champ global des banques centrales

Dans bon nombre de cas, les dirigeants de banque centrale se situent apparemment au pôle le plus séculier des élites dirigeantes : formés à l'économie et à la finance, «rationalistes» dans les doctrines monétaires hégémoniques, attachés à une forme de stabilité, voire de reproduction

Africa-Monitor/2011/0627/Islamic-banking-stirs-up-controversy-in-religiously-divided-Nigeria].

28. Daily Trust, «Nigeria: Islamic finance to form the country's financial landscape – Sanusi», AllAfrica, 2 septembre 2009. En ligne : [<https://allafrica.com/stories/200909020534.html>].

29. N. Tattersall, «Nigeria eyes role as African Islamic banking hub», art. cité.

30. Voir les recherches en cours de Pierre Pénéet sur ce sujet, et notamment Pénéet 2019.

institutionnelle et sociale, en premier lieu celle de la « valeur interne et externe de la monnaie », ils sont aussi, au sein des élites étatiques, les plus liés aux élites économiques du capitalisme financier global. Cela ne s'accorde pas toujours facilement, *a priori*, avec une foi et une pratique religieuse très affirmées, et le lien entre ces deux dimensions de leur engagement reste souvent mystérieux, au moins à première vue et pour des observateurs extérieurs. La séparation entre l'univers de la foi et celui de la banque centrale est d'ailleurs souvent construite par les acteurs mêmes de ces institutions, qui promeuvent un imaginaire neutre du *central banking*, objectif, technocratique, détaché du politique, mais aussi du religieux, comme en témoigne l'exemple cité plus haut d'O. Issing³¹. Toutefois, il n'est pas rare que des profils plus « religieux » caractérisent parfois les élites monétaires de pays peu sécularisés. C'est évidemment un trait peu spécifique de cette fraction des élites dans des contextes fortement empreints de religiosité sous de multiples formes, et dans lesquels les citoyens eux-mêmes attendent de leurs élites qu'elles incarnent et défendent des valeurs religieuses³². Mais la présence visible et affirmée du religieux dans des parcours à la fois séculiers, mondains et orientés vers l'économie mérite néanmoins d'être soulignée.

Dans ces contextes, on retrouve des banquiers centraux qui professent plus ou moins ouvertement diverses confessions chrétiennes (y compris orthodoxe), mais aussi le bouddhisme, par exemple au Bhoutan, en Thaïlande, au Cambodge ou au Sri Lanka, l'hindouisme en Inde, et, plus largement, les diverses religions ou philosophies de l'Asie de l'Est et leur combinaison (comme le confucianisme en Chine, le shintoïsme au Japon, etc.). L'analyse des religiosités plus ou moins affirmées³³ des *central bankers* confirme la diversité des parcours menant aux postes de direction économique et financière (Lebaron et Dogan 2016) dans des contextes nationaux marqués par le religieux.

Le cas du gouverneur de la Banque centrale du Kenya (CBK), Patrick Njoroge, membre « numéraire » de l'Opus Dei, montre que l'espace catholique lui-même est traversé de logiques assez contrastées s'agissant de l'occupation de ce type de position, comme nous l'avons constaté dans

31. O. Issing, « Should we have faith in central banks? », art. cité.

32. À ce sujet, voir une étude récente du Pew Research Center : Jonathan Evans, Maria Smerkovich, Manolo Corichi et William Miner, « Many around the globe say it's important their leader stands up for people's religious beliefs », Pew Research Center, 28 août 2024. En ligne : [<https://www.pewresearch.org/short-reads/2024/08/28/many-around-the-globe-say-its-important-their-leader-stands-up-for-peoples-religious-beliefs/>].

33. Nous sommes ici confrontés aux limites qu'impose le recueil de données biographiques précises sur des acteurs évoluant dans des contextes linguistiques extrêmement divers. Ce chapitre se veut dès lors autant un programme de recherche que la présentation de résultats établis.

le cas musulman. Fondé en 1928 par un missionnaire espagnol, l'Opus Dei est une organisation quasi sectaire qui présente la particularité d'inclure non seulement des prêtres – comme d'ailleurs l'un des frères de P. Njoroge –, mais aussi des professionnels influents dans divers secteurs. Parmi les différents types de membres, les « numéraires » vivent dans des centres non mixtes (genrés), tout en poursuivant leur carrière, et versent leur salaire à l'organisation. Ayant étudié au Strathmore College, dirigé par l'Opus Dei, avant de faire un doctorat à Yale, P. Njoroge n'est pas le seul membre de l'organisation à occuper une position publique importante³⁴. Nommé à la présidence de la CBK en 2015, il a immédiatement renoncé aux « pièges » attachés à la fonction, tels que la possibilité de vivre dans une grande maison à Muthaiga, à Nairobi, préférant rester dans un centre de logements communaux avec ses confrères de l'Opus Dei³⁵. On dit de lui qu'il parle doucement et lentement, mesurant ses mots comme le philosophe qu'il est aussi³⁶. Il admet une origine sociale plutôt favorisée, avec une mère directrice d'école primaire et un père fonctionnaire au ministère de l'Éducation. Sa conception de la foi est « globale » et indissociable pour lui de son métier – à l'inverse de la stricte séparation revendiquée par le protestant O. Issing, cité plus haut :

— Ma vie est un tout [...]. Religion et travail sont liés. Quand je m'adresse aux gens de mon équipe, je leur parle mais je prie en même temps. Je me connecte à Dieu à travers eux. On ne peut pas s'enfuir ou se cacher de Dieu : il est dans mon bureau et, à la fin de la journée, je sens que Dieu sait ce que j'ai fait.³⁷

Le cas de Prasarn Trairatvorakul, gouverneur de la Banque de Thaïlande (BOT) entre 2010 et 2015, illustre d'une autre façon, et dans un tout autre contexte, la dimension religieuse et spirituelle parfois associée à la trajectoire de banquier central :

— Son intérêt pour les questions spirituelles et le moi intérieur remonte à l'époque où il fréquentait l'Assumption College, l'école catholique de Bangkok réputée pour sa discipline intellectuelle. Alors

34. Gitau Warigi, « New CBK governor and the curious religious organisation he belongs to », *Daily Nation*, 20 juin 2015. En ligne : [https://nation.africa/kenya/blogs-opinion/opinion/new-cbk-governor-and-the-curious-religious-organisation-he-belongs-to-1104530].

35. Business Today, « CBK governor's weird lifestyle and why he declined to live in a leafy neighbourhood », *Business Today*, 2 juillet 2015. En ligne : [https://businesstoday.co.ke/cbk-governors-weird-lifestyle-and-why-he-declined-to-live-in-a-leafy-neighbourhood/].

36. Francis Openda, « Banker's banker, lover of books and stickler for perfection », *The Star*, 19 décembre 2019. En ligne : [https://www.the-star.co.ke/news/2019-12-23-bankers-banker-lover-of-books-and-stickler-for-perfection/].

37. Bruno Meyerfeld, « Ce gouverneur de la Banque centrale du Kenya qui refuse de se laisser corrompre », *Le Monde*, 9 juin 2016. En ligne : [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/06/10/patrick-njoroge-le-gouverneur-opus-dei-de-la-banque-centrale-du-kenya_4947494_3212.html].

qu'il était étudiant en génie électrique à l'université Chulalongkorn, il s'est intéressé au club bouddhiste et a participé à un voyage au Wat Suan Mokh à Surat Thani, fondé par feu le vénérable Buddhadasa Bhikkhu. Après avoir obtenu son diplôme, il a été ordonné moine pendant un mois au Wat Bowonniwet Vihara.³⁸

Passer un mois dans un monastère ne traduit pas nécessairement un engagement pratique ou doctrinal profond dans la religion, mais révèle malgré tout une certaine intégration à l'univers symbolique bouddhiste. P. Trairatvorakul pratique ainsi une forme de bouddhisme presque «puritaine»³⁹, qui contraste nettement avec la description de l'ethos économique bouddhiste donnée par M. Weber, que ce dernier considère comme foncièrement étranger à toute rationalité mondaine et instrumentale. Il déclare ainsi : «Je dois admettre que je ne suis pas un pratiquant sérieux du bouddhisme, mais plutôt quelqu'un qui veut apprendre en se basant sur la logique et la raison. J'ai donc besoin de comprendre les enseignements par moi-même avant toute chose»⁴⁰. La proximité d'une telle attitude du gouverneur avec une certaine conception du bouddhisme, alliant modération et dévotion au collectif, apparaît dans le cas de la Banque de Thaïlande, qui a accepté la donation en or de l'héritage d'un moine bouddhiste en 2011⁴¹. Cela témoigne de la présence d'une conception de l'argent comme bien commun, déjà observée dans différents discours «religieux» des banquiers centraux. On retrouve des éléments discursifs et idéologiques similaires dans le cas de l'hindouisme, y compris à la Banque centrale de Trinité-et-Tobago, dont le gouverneur, Jwala Rambarran, qui est hindou, affirme devant la Banque des règlements internationaux (BRI) en 2015 :

— Nous avons souligné à quel point la Banque centrale, à l'instar d'Hanuman [dieu-singe], est un fidèle serviteur des habitants de notre pays et à quel point nous veillons avec diligence à leur protection financière, quelles que soient la taille et la férocité des Ravans (démons) que nous affrontons.⁴²

38. Sorayuth Vathanavisuth, «The spiritual side of a central bank chief», *Bangkok Post*, 17 juillet 2015. En ligne : [https://www.bangkokpost.com/business/625776/the-spiritual-side-of-a-central-bank-chief-part-1]. Nous traduisons.

39. Dans cette perspective, le bouddhisme légitime («la réussite honnête (signe de mérites antérieurs ou gage de mérites futurs), la valorisation de la connaissance, le rationalisme métaphysique et l'habitus de l'auto-perfectionnement continuels [qui] ont des effets favorables à la modernisation et au développement – dans une mesure évidemment difficile à estimer» (Lambert 2014 [2007], p. 708).

40. S. Vathanavisuth, «The spiritual side of a central bank chief», art. cité. Nous traduisons.

41. James Hookway, «Buddhist monk aided Thai central bank», *The Wall Street Journal*, 4 février 2011. En ligne : [https://www.wsj.com/articles/SB10001424052748704376104576121581804070952].

42. Jwala Rambarran, «Shiva's wrath. Divali, creative destruction and central banking», Bank of International Settlements, 25 octobre 2015. En ligne : [https://www.bis.org/review/r15111oc.htm]. Nous traduisons.

C'est au nom d'un intérêt général intertemporel quasi divin que le banquier central légitime son action. On peut se demander, dans le même esprit, si la conception de la finance développée par l'économiste indien formé aux États-Unis Raghuram Rajan⁴³, brahmane du Tamil Nadu par sa famille, et gouverneur de la Banque centrale indienne de 2013 à 2016, ne renvoie pas quant à elle à une attitude d'origine religieuse favorable à la fois à la diffusion des techniques financières et à une certaine prudence prévisionnelle. Les observations de R. Rajan prévoyant, dès 2005, la crise de 2007 ont en effet été interprétées par la presse internationale comme «prophétiques», après avoir été un temps délégitimées comme «blasphématoires»⁴⁴. Les accents de son analyse de la crise et de sa vision de la monnaie et de la finance font écho à ceux des banquiers centraux catholiques européens, en particulier s'agissant des risques de perversion du système liés à de mauvaises incitations (Rajan 2016 [2010], p. 12).

Ce tour d'horizon mériterait d'être étoffé en élargissant notamment la définition de l'univers éthico-religieux aux grandes idéologies d'État, même non religieuses, comme le marxisme-léninisme dans ses différentes variantes historiques. Le statut particulier de la banque centrale (pilier public de l'ordre financier capitaliste, garant de la stabilité et des règles, etc.) transparait aussi, en effet, dans le cas des pays socialistes, officiellement athées, où les religions ont un statut subordonné et fortement encadré : l'accès à la position de dirigeant de la banque centrale y est associé à l'hybridation d'un parcours politique réussi et d'une spécialisation économique-financière qui implique des dispositions particulières, dont on peut se demander si elles sont «non religieuses» ou religieuses⁴⁵.

-
43. Économiste formé à Chicago, il fut gouverneur de la Reserve Bank of India (RBI) entre 2013 et 2016, après avoir été un chef économiste au FMI : dès 2005, soit deux ans avant la crise de 2007, il se demande si la finance n'est pas en train de développer de mauvaises incitations qui risquent de conduire à une crise, suscitant à l'époque beaucoup de réactions négatives.
44. Michael Schuman, «A global financial guru who predicted the crisis of 2008 says more turmoil may be coming», *Time*, 11 août 2014. En ligne : [<https://time.com/3099587/india-central-bank-raghuram-rajn-global-finance-world-economy/>].
45. Nous connaissons peu les trajectoires des anciens et actuels gouverneurs des banques centrales chinoise, vietnamienne, nord-coréenne, cubaine ou laotienne. Il faudrait mener de plus amples recherches, en particulier en ce qui concerne la formation de leur doctrine socio-économique et son ancrage dans l'idéologie marxiste (sous ses diverses formes, plus ou moins hybridées avec des éléments nationalistes ou autres). Le religieux, sans forcément disparaître totalement dans l'intimité des personnes concernées, semble être concurrencé dans ces cas par des idéologies politiques étatiques (voir par exemple Yang 2012).

Conclusion

Pour conclure, cette contribution exploratoire sur les banques centrales permet de conforter l'hypothèse initiale d'une relation assez forte s'établissant entre *ethos* religieux d'une part, et dispositions et doctrines économiques et monétaires d'autre part. On a, de plus, observé que cette affinité élective prend des formes très diverses, liées à la multiplicité des contextes sociopolitiques, économiques et symboliques dans lesquels les acteurs parviennent à la direction de la banque centrale. La collecte de données quantitatives précises sur les caractéristiques religieuses d'autres fractions des élites économiques et politiques permettrait de mieux situer encore le cas des banquiers centraux par rapport à d'autres groupes élitaires. Leur particularité réside peut-être dans la façon originale dont des acteurs socialisés dans un univers religieux particulier, qui s'en réclament à des titres variés et qui sont plus ou moins engagés dans diverses activités et pratiques religieuses, travaillent de façon implicite ou explicite, consciente ou inconsciente, à mettre leur pratique de la politique monétaire et leur conception de l'économie en cohérence avec celui-ci. Car le *central banking* traverse en fait une crise profonde, au fur et à mesure de la nécessité pour la banque centrale d'intervenir sur les marchés de la dette publique et privée et de mettre en œuvre des politiques non conventionnelles (au-delà des taux d'intérêt négatifs ou très bas) pour maintenir la stabilité financière depuis la crise de 2007 (et plus récemment la crise liée à la pandémie de Covid-19), comme le constatent à la fois les chercheurs, les experts et les acteurs initiés (voir par exemple Trichet 2013; Goodhart *et al.* 2014; Bernanke 2020; Rashid, Pitterle et Huang 2022). Dès lors, il serait nécessaire d'approfondir les spécificités des doctrines religieuses en matière monétaire, la façon dont elles sont appropriées et mobilisées par les acteurs, et la capacité de ces derniers à s'adapter à un univers financier qui n'a plus grand-chose à voir avec ce qu'ont pu connaître les fondateurs de ces doctrines. C'est surtout comme capital spécifique que la religion existe publiquement dans l'univers des banques centrales. On peut même se demander dans quelle mesure cet usage du religieux, souvent purement discursif, ne consiste pas à investir des signifiants vides pour légitimer le système et dans quelle mesure les références à l'éthique ne servent pas surtout à occulter le caractère profondément inégalitaire, et à bien des égards «immoral» et «injuste», de l'ordre capitaliste mondial financiarisé. Dans tous les cas, le monde du *central banking* n'est pas particulièrement en affinité avec un cadre religieux plutôt qu'un autre, même s'il est historiquement, et à certains égards «idéologiquement», plutôt issu du monde protestant, conformément aux thèses de M. Weber. Celui-ci n'imaginait certainement pas la

diversité des combinaisons possibles entre les multiples formes de la foi et de la pratique religieuses et l'exercice de fonctions séculières de haute technicité, déterminantes pour la vie matérielle des êtres humains.

•

Bibliographie

- ALBERT Michel, BOISSONNAT Jean et CAMDESSUS Michel, 2002, *Notre foi dans ce siècle*, Paris, Arléa.
- BERNANKE Ben S., 2020, «The new tools of monetary policy», *American Economic Review*, vol. 110, n° 4, p. 943-983.
- BOURDIEU Pierre, 1979, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit.
- 1977, «Sur le pouvoir symbolique», *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, vol. 32, n° 3, p. 405-411.
- DILLON Michele dir., 2003, *Handbook of the Sociology of Religion*, Cambridge, Cambridge University Press.
- DOGAN Aykiz et LEBARON Frédéric, 2025, «Scientization of central bank governance: A global study of governors' biographies, 2000-2020», *Finance and Society*, vol. 11, n° 2, p. 278-310.
- 2023, «Prosopography», *International Organizations and Research Methods*, F. Badache, L.R. Kimber et L. Maertens dir., Ann Arbor, University of Michigan Press, p. 315-322.
- EL-GAMAL Mahmoud A., 2006, *Islamic Finance. Law, Economics, and Practice*, Cambridge, Cambridge University Press.
- FEIERTAG Olivier et MARGAIRAZ Michel dir., 2016, *Les banques centrales et l'État-nation*, Paris, Presses de Sciences Po.
- GOODHART Charles, GABOR Daniela, VESTERGAARD Jakob et ERTÜRK Ismail dir., 2014, *Central Banking at a Crossroads. Europe and Beyond*, New York, Anthem Press.
- GREIDER William, 1989, *Secrets of the Temple. How the Federal Reserve Runs the Country*, New York, Simon and Schuster.
- ISAMBERT François-André, 2004, «L'Éthique des grandes religions et l'Esprit de Max Weber», *Archives de sciences sociales des religions*, n° 127, p. 9-32.
- KOMLIK Oleg, 2014, «Pope Francis against neoliberalism, finance capitalism, consumerism and inequality», *Economic Sociology & Political Economy*. En ligne : [<https://economicsociology.org/2014/12/25/pope-francis-against-neoliberalism-finance-capitalism-consumerism-and-inequality/>].
- LAMBERT Yves, 2014 [2007], *La naissance des religions. De la Préhistoire aux religions universalistes*, Paris, Pluriel.

- LEBARON Frédéric, 2019, «Croyance économique et croyance religieuse : quelles relations? Quelques réflexions durkheimiennes», *Critique économique*, n° 38-39, p. 53-64.
- 2016, «Les élites européennes comme champ(s). Réflexions sur les usages de la prosopographie et de l'analyse géométrique des données à partir de trois expériences de recherche collective sur des objets transnationaux», *Cultures & Conflits*, n° 102, p. 121-147.
- 2008, «Central bankers in the contemporary global field of power: a "social space" approach», *The Sociological Review*, vol. 56, n° 1 suppl., p. 121-144.
- 2005, «Action économique et capital symbolique», *Regards sociologiques*, n° 30, p. 73-89.
- 2000, «The space of economic neutrality: types of legitimacy and trajectories of central bank managers», *International Journal of Contemporary Sociology*, vol. 37, n° 2, p. 208-229.
- LEBARON Frédéric et DOGAN Aykiz, 2020, «Central bankers as a sociological object: stakes, problems and possible solutions», *Researching Elites and Power. Theory, Methods, Analyses*, F. Denord, M. Palme, et B. Réau dir., New York, Springer International, p. 95-112.
- 2018, «Social dimensions of monetary decisions: a study of the ECB Governing Council», *Construction and Deconstruction of Monetary Unions. Lessons from the Past*, N. Champroux, G. Depeyrot, A. Dogan et J. Nautz dir., Wetteren, Moneta, p. 147-160.
- 2016, «Do central banker's biographies matter?», *Sociologica*, n° 2. En ligne : [<https://www.rivisteweb.it/doi/10.2383/85290>].
- MARCUSSEN Martin, 2006, «Institutional transformation? The scientization of central banking as a case study», *Autonomy and Regulation. Coping with Agencies in the Modern State*, T. Christensen et P. Lægheid dir., Cheltenham, Edward Elgar, p. 81-109.
- MCCLEARY Rachel M. et BARRO Robert J., 2006, «Religion and economy», *Journal of Economic Perspectives*, vol. 20, n° 2, p. 49-72.
- MORAND Pascal, 2001, *La victoire de Luther. Essai sur l'Union économique et monétaire*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme.
- NAGAOKA Shinsuke, 2012, «Critical overview of the history of Islamic economics: formation, transformation, and new horizons», *Asian and African Area Studies*, vol. II, n° 2, p. 114-136.
- PADOA-SCHIOPPA Tommaso et ROMANO Beda, 2009, *Contre la courte vue. Entretiens sur le grand krach*, O. Laurin trad., Paris, Odile Jacob.
- PÉNÉT Pierre, 2019, «Les prophètes de la finance. Contester et refaire l'époque», *Tracés. Revue de sciences humaines*, n° 36, p. 59-79.
- PIRON Sylvain, 2020, *L'occupation du monde. 2, Généalogie de la morale économique*, Bruxelles, Zones sensibles.

- 2018, *L'occupation du monde*, Bruxelles, Zones sensibles.
- RASHID Hamid, PITTERLE Ingo et HUANG Zhenqian (Nations unies, département des affaires économiques et sociales), 2022, «The monetary policy response to COVID-19: the role of asset purchase programmes», *Policy Brief*, n° 129, p. 1-5. En ligne : [https://www.un.org/development/desa/dpad/wp-content/uploads/sites/45/publication/PB_129_FINAL.pdf].
- RAJAN Raghuram, 2016 [2010], *Crise : au-delà des marchés financiers*, M. Ordinaire trad., Paris, Le Pommier.
- RIST Charles, 1938, *Histoire des doctrines relatives au crédit et à la monnaie depuis John Law jusqu'à nos jours*, Paris, Librairie du Recueil Sirey.
- RODINSON Maxime, 1966, *Islam et capitalisme*, Paris, Seuil.
- SCHERBACHER-POSÉ Brigitte, 1999, «Du mark à l'euro, des mots au roman : monnaie et métaphores», *Regards linguistiques et culturels sur l'euro*, R. Greenstein dir., Paris, L'Harmattan, p. 43-66.
- TOGNATO Carlo, 2012, *Central Bank Independence. Cultural Codes and Symbolic Performance*, New York, Palgrave Macmillan.
- TOUFFUT Jean-Philippe dir., 2008, *Central Banks as Economic Institutions*, Cheltenham, Edward Elgar.
- TRICHET Jean-Claude, 2013, «Unconventional monetary policy measures: principles—conditions—raison d'être», *International Journal of Central Banking*, vol. 9, suppl. 1, p. 229-250.
- VILLEROY DE GALHAU François, 2014, *L'espérance d'un Européen*, Paris, Odile Jacob.
- WARDE Ibrahim, 2010, *Islamic Finance in the Global Economy*, Édimbourg, Edinburgh University Press.
- WEBER Max, 2013 [1904], *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Presses électroniques de France.
- 1992 [1920], «Introduction à l'éthique économique des religions universelles», *Archives de sciences sociales des religions*, n° 77, p. 139-167.
- YANG Fenggang, 2012, *Religion in China. Survival and Revival under Communist Rule*, Oxford, Oxford University Press.

Index

A

Autorité – 14, 17, 27, 59, 69, 73, 76, 79, 86, 97, 113-115, 118-119, 121, 123-124, 126-127, 129-133, 163, 208, 212, 320-321

B

Bouddhisme – 38, 71, 191, 193, 260, 292-293, 305, 308

C

Catégories, catégorisation – 10-11, 15, 17, 25, 27, 38, 48, 51, 53-55, 105, 114, 119, 230-236, 254, 256-257, 261, 265-268, 270, 274, 295-296, 298, 300, 303, 305

Catholicisme – 11, 13, 18, 20-21, 24-25, 27, 37, 39-40, 43, 62, 71, 74, 85-91, 93-110, 115, 118, 121-122, 124-126, 129, 131, 140, 176, 180-182, 184, 191-192, 194, 203, 260, 282-283, 288, 292-293, 298, 302-304, 319

Christianisme – 14-16, 21, 37, 40-41, 50-51, 54, 59, 62-63, 65, 71-72, 75-77, 96, 98, 100-101, 107-108, 120-122, 124-125, 175, 178, 183-185, 189-191, 206, 233, 288, 292

Classes sociales – 12-13, 17-19, 25, 43, 48, 59-60, 71, 74-76, 78-79, 89, 93, 100, 102-106, 109, 119, 130, 132, 139-141, 143-144, 150, 152-153, 157-159, 161-162, 165-166, 169-170, 180, 226, 232-233, 235-236, 238, 240-244, 313-314, 326, 329

Colonial (post-colonial) – 41, 50-51, 90, 107, 254-255, 265-266, 269

Conversion – 12, 14-15, 20, 23, 41, 89, 120-123, 126-127, 158, 206, 208, 210, 217, 261, 282

Corps (incorporé) – 17, 74, 85, 94-95, 133, 166, 169, 201, 207-209, 213, 217, 240, 242, 255

Couple, famille – 14, 18, 25, 27, 49, 59, 85-92, 94-99, 105, 108-110, 114-117, 120, 123, 126, 128, 142-143, 148-150, 153-160, 165, 167, 183, 194, 213, 216, 226, 231-232, 235, 237-240, 315, 326-327, 329-331

D

Dispositions – 12, 49-50, 53-54, 115, 119, 125, 127, 129, 132-133, 153, 157, 161-162, 170, 175-177, 179-180, 183-185, 187-188, 194-195, 208, 213, 236, 238-239

Double jeu – 20, 44, 74-76

E

- Économie** – 12, 17, 28, 39, 61, 88, 139-140, 142-171, 175-191, 193-195, 215, 217, 235-241, 282, 314
- Éducation (pédagogie)** – 48, 70, 86, 88, 90-91, 93, 110, 114-115, 117-118, 124, 126-127, 139, 141, 149, 160, 260, 314, 320
- Élite** – 190-191, 195, 200, 203, 206, 210, 213, 216, 305, 318
- Espace public (débat public)** – 13, 17, 20, 25-26, 28, 40, 48, 52, 55, 76, 97, 184, 188, 192, 230, 254, 285, 287, 290, 304, 308-309
- État** – 10, 49, 76, 87, 102, 123, 176, 182, 184, 190-191, 194, 202, 236, 254-255, 257-258, 261, 266, 268-272, 274, 282-283, 287-288, 290, 300, 314-315, 318, 324, 331
- Ethnographie** – 16, 22-26, 41, 48, 51-52, 90, 115, 132, 141, 144, 242, 285-286, 288-291, 331-333
- Évangélisme** – 23-24, 71, 105-106, 115, 120-124, 127, 129, 245, 285
- Expertise** – 26, 52-53, 129, 176, 195, 255-256, 273, 281-282, 286-287, 290, 294, 309

G

- Genre** – 17, 25, 48-52, 71, 85, 93-94, 100, 102-104, 109-110, 122, 162, 233, 236, 240, 242-244, 309, 332

H

- Habitus** – 12, 47, 49, 77, 157, 177, 193, 209, 235, 242, 245, 308
- Hindouisme** – 38, 191, 193-194, 293

I

- Illusio** – 73-74, 165, 170
- Individualisation** – 15, 18, 27, 85, 103, 109, 115, 123, 125, 131, 201, 203

- Institution** – 10, 21-22, 27, 39, 45, 47, 53, 61-63, 68-69, 73-74, 76-78, 85, 87, 89, 93-95, 97, 102-103, 105-106, 109, 114-115, 119, 121-125, 128-131, 154, 161-163, 165-166, 170, 177, 179, 186, 191, 200-202, 205, 207, 209-211, 213-217, 236, 241, 243, 255, 260, 262, 264, 269-270, 286-288, 290-292, 301, 304, 313-315, 317-319, 321-324, 327-328, 332, 334-335
- Islam** – 11, 15, 23, 25, 38-39, 48-52, 54, 65, 71, 75, 130, 139-144, 147-153, 158-166, 169-170, 178, 185-190, 192, 206, 225-229, 231-239, 243-246, 253-258, 260-274, 284, 288, 292-293, 299, 303, 305, 308, 313-335

J

- Judaïsme** – 38, 41, 75, 178, 185, 260, 292-293, 305, 308

L

- Laïcité** – 8, 22, 48-49, 61-63, 65-66, 69-71, 76, 188, 203, 210, 217, 232, 234, 260, 268, 271, 282-284, 288, 295, 297, 299, 303, 306, 308

M

- Médias** – 99, 290, 297-298, 308, 314-315, 318
- Mémoire** – 46, 204, 327
- Migration** – 43, 86-88, 107, 110, 231, 233, 235, 237-240, 244, 255, 263-264, 268, 294
- Minorité** – 13, 18, 26, 65, 87, 99, 107, 243, 245, 269, 282, 290, 305
- Modernité** – 15, 45, 47, 50, 54, 75, 79, 101, 131, 177, 181, 185-186, 233-234, 245, 321
- Morale (éthique)** – 12, 14-16, 19, 42, 48-49, 54, 65, 75-76, 85, 87, 89, 93, 95-98, 102, 106, 108-109, 114, 118, 121-123, 125, 129, 139-140, 143, 149-153, 156, 158-166, 169-170, 175-185, 190, 193, 195, 206-208, 214, 245, 290

N

-
- Neutralité** – 45, 54, 69, 74, 183, 191, 237, 242, 245, 272, 290, 302
- Norme, normalisation** – 15, 17-18, 27, 51-52, 54, 69, 71-72, 74-75, 85-90, 92-97, 99, 102, 105-106, 108-110, 121-122, 124-125, 129, 175, 177, 179, 185, 208-209, 213, 266, 284, 297, 299

P

-
- Politique** – 8, 10, 13, 15, 19, 23, 25-26, 28, 37-38, 40, 45, 48, 52, 54-55, 59, 67, 74, 76, 78, 94, 97, 101, 103, 153, 176-177, 179-184, 189, 191, 194-195, 225, 228-229, 233-237, 239, 244-246, 253-257, 260, 265, 269-270, 273-274, 282-288, 290, 295-299, 301-306, 308-309, 314-315, 317-319, 322, 324, 327, 329-330, 333, 335
- Pouvoirs publics** – 26, 229, 253-258, 263, 267, 288, 290, 292, 298, 303-304, 306, 308, 315, 331
- Profession** – 11, 23, 37, 44, 46, 86, 114-117, 119, 129, 132, 177-178, 187, 192, 213-214, 225-226, 232, 236, 294, 303, 316, 322, 330
- Protestantisme** – 11, 18, 41-42, 46, 50, 120, 130, 143-144, 176, 178, 184-185, 192, 195, 203, 260, 282-283, 288, 292-293, 295, 298, 301, 305
- Psychologie** – 21-22, 114, 119-121

R

-
- Race et ethnicité** – 9, 17-19, 25, 71, 79, 100, 102-103, 107, 109, 177, 227, 230, 233, 242-244, 255, 262, 268-269, 281, 293

- Réflexivité** – 7-8, 10, 16, 20-22, 24, 27-28, 40, 44-46, 48, 54, 60, 72-73, 75, 78, 201, 210, 227, 240-241, 245, 253, 256, 266, 274, 285, 290-291, 308-309
- Régulation/dérégulation** – 26, 38, 67-68, 73, 131, 176, 207, 212, 215, 261, 281, 284-288, 290, 304, 306, 309

S

-
- Sécularisation (post-sécularisation)** – 8, 12-13, 15-17, 27, 37, 42, 48-51, 53-54, 60, 62-69, 85-87, 99-110, 131, 190-191, 196, 199, 233, 265, 290
- Socialisation** – 8, 11, 14, 27, 66, 87, 93, 104, 115, 117, 126, 153-154, 157-160, 162, 180, 195, 200-201, 210, 213, 226, 232, 236, 240, 245, 261, 268
- Sociologie des religions** – 7-9, 20-23, 27-28, 37-38, 41-44, 48, 54-55, 59, 61-62, 64, 66-69, 71, 74-75, 85, 87, 100-103, 105, 107, 110, 115, 130, 202, 208, 210-212, 216-217, 233, 241, 255
- Statistiques** – 25, 37, 40, 61, 71, 100, 102, 114, 195, 226, 236, 238-239, 264

T

-
- Théologie** – 16, 37, 40-41, 43-44, 53, 60, 63-65, 67, 69, 71-72, 74, 76-77, 79, 101, 124-125, 131, 133, 175, 180-181, 186, 233, 235, 292, 304
- Travail sur soi** – 118, 133, 169-170

Table

Les auteurs	5
• Introduction	
Pour une sociologie réflexive des objets religieux	7
Gabrielle Angey, Yannick Fer et Juliette Galonnier	
 Première partie	
 Relectures critiques	
•	
Chapitre 1	
Jalons pour une généalogie de l'objet	37
De la sociologie religieuse à la sociologie (critique) des religions	
Pierre Lassave	
•	
Chapitre 2	
Retour de la sociologie religieuse ?	59
Véronique Altglas	

- Chapitre 3
**Engagement catholique et normes familiales
parmi les Antillais en région parisienne** **85**
Le paradigme de la sécularisation
à l'épreuve du terrain
Gwendoline Malogne-Fer

- Chapitre 4
**Le paradigme de l'accompagnement
et les transformations de l'autorité religieuse** **113**
Yannick Fer et Martial Vildard

Deuxième partie

Sociologies croisées

- Chapitre 5
L'affinité élective en question **139**
Éthique musulmane et esprit populaire honorable
Ana Perrin-Heredia

- Chapitre 6
L'ethos du central banker **175**
La religion comme capital dans le champ global
des banques centrales
Aykiz Dogan et Frédéric Lebaron

- Chapitre 7
**La virtuosité sportive à l'aune
de la virtuosité religieuse** **199**
Apports et limites de l'analogie religieuse dans
l'analyse d'une fabrique d'excellence sportive
Sylvaine Derycke

Troisième partie

Politiques de l'enquête en terrain religieux

- Chapitre 8
Enquêter sur l'islam **225**
Les obstacles au métier de sociologue
Hicham Benaïssa

 - Chapitre 9
**Ce que les financements de la recherche
font aux enquêtes sur l'islam** **253**
Retour sur un projet soutenu par le Bureau
central des cultes
Juliette Galonnier et Mahamet Timéra

 - Chapitre 10
Écrire depuis la place du « consultant » **281**
Dialogue interreligieux, régulation du religieux
et enquête sociologique
Philippe Gonzalez

 - Chapitre 11
Être prise par le terrain, être contrainte d'en sortir **313**
Négocier l'enquête en contexte de secret
et de répression
Gabrielle Angey
- Index **339**

Cet ouvrage a été composé
par les soins du service des éditions de l'ENS de Lyon
avec les caractères Zenith et Maax,
sur papier Arena White Smooth 250g pour la couverture
et Arena Natural Rough 90g pour l'intérieur.

Achévé d'imprimer
par Ott Imprimeurs
PAE Les Pins,
67319 Wasselonne Cedex

en février 2026
n° d'imprimeur 0260303/00
Dépôt légal mars 2026

Imprimé en France

Cet ouvrage donne à voir la façon dont se construit, en pratique, le travail d'analyse sociologique du religieux. Plutôt que de considérer les religions comme des objets insaisissables, il propose de les appréhender à partir des rapports sociaux dans lesquels elles s'inscrivent, et qu'elles contribuent à éclairer en retour. Les onze chapitres réunis ici entraînent les lecteurs dans les coulisses du travail des sociologues, en exposant les débats qui structurent leur façon de saisir le religieux ainsi que les dilemmes auxquels ils sont confrontés lorsqu'ils négocient leur rapport à l'objet, leur entrée ou leur sortie de terrain, et leurs relations avec les acteurs qui financent leur recherche.

Dans ce livre, on croise des coachs chrétiens, des entrepreneurs musulmans, des fidèles catholiques indifférents aux normes de conjugalité de l'Église et des sportifs de haut niveau qui vivent comme des moines. On parle budget dans le salon de femmes musulmanes et on discute religion dans le bureau de banquiers centraux. On découvre que le geste sociologique implique un effort de réflexivité constant qui consiste aussi bien à déconstruire les évidences toutes religieuses qui s'imposent parfois dans l'enquête qu'à aller chercher le religieux là où on ne l'attend pas. Au terme de ce parcours, la valeur heuristique des faits religieux pour penser le social prend tout son sens.



25 €
ISSN 1258-1135
ISBN 979-10-362-0912-3

